

Brochure n° 3056

Convention collective nationale

IDCC : 1880. – **NÉGOCE DE L'AMEUBLEMENT**

AVENANT DU 14 MARS 2007

PORTANT MODIFICATION DE L'ARTICLE 38 RELATIF AUX CONGÉS

NOR : ASET0750624M

IDCC : 1880

Entre :

La fédération nationale du négoce, de l'ameublement et de l'équipement de la maison (FNAEM),

D'une part, et

La fédération nationale du commerce et des services (FNECS) CFE-CGC ;

La fédération des commerces, services et force de vente (CSFV) CFTC ;

La fédération des services (FS) CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Modification du texte conventionnel

Les *a* et *b* de l'article 38 de la convention collective « congés exceptionnels pour événements familiaux » sont supprimés et remplacés par la rédaction suivante :

a) Sans condition d'ancienneté :

- mariage du salarié ou signature d'un pacte civil de solidarité : 4 jours ;
- naissance ou adoption d'un enfant : 3 jours ;
- mariage d'un enfant : 1 jour ;
- décès du conjoint, du partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou d'un enfant : 5 jours ;

- décès du père ou de la mère : 2 jours ;
- décès d'un autre ascendant ou d'un descendant autre qu'un enfant, décès d'un beau-parent : 1 jour.
- décès d'un frère ou beau-frère, d'une sœur ou belle-sœur : 1 jour.

Lorsque le décès nécessite un déplacement de plus de 300 kilomètres du domicile du salarié, il lui sera accordé, sur sa demande, une autorisation d'absence complémentaire de 1 jour ;

- entrée d'un enfant en classes maternelles, cours préparatoire et sixième : 2 heures.

b) Après 1 an d'ancienneté :

- mariage du salarié ou signature d'un pacte civil de solidarité : 5 jours ;
- première communion d'un enfant : 1 jour ;
- déménagement : 1 jour non renouvelable pendant 4 ans.

Article 2

Portée de l'accord

Tout accord de groupe, d'entreprise, d'établissement ou de quelque niveau que ce soit, conclu en matière de congés pour événements familiaux, ne peut déroger au présent accord que dans un sens plus favorable, en tout ou partie, au salarié.

Article 3

Entrée en vigueur

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} jour du mois suivant la publication de l'arrêté d'extension et il est conclu pour une durée indéterminée.

Article 4

Dépôt

Sous réserve du droit d'opposition prévu à l'article L. 132-2-2 du code du travail, le présent avenant sera déposé à la direction générale du travail selon les dispositions du décret n° 2006-568 du 17 mai 2006.

Son extension sera, par ailleurs, demandée en application de l'article L. 133-8 du code du travail.

Article 5

Modalités de révision et de dénonciation

Les dispositions prévues par le présent avenant pourront faire l'objet à tout moment de révision ou dénonciation, dans les conditions définies aux articles L. 132-7 et L. 132-8 du code du travail.

Fait à Paris, le 14 mars 2007.

(Suivent les signatures.)